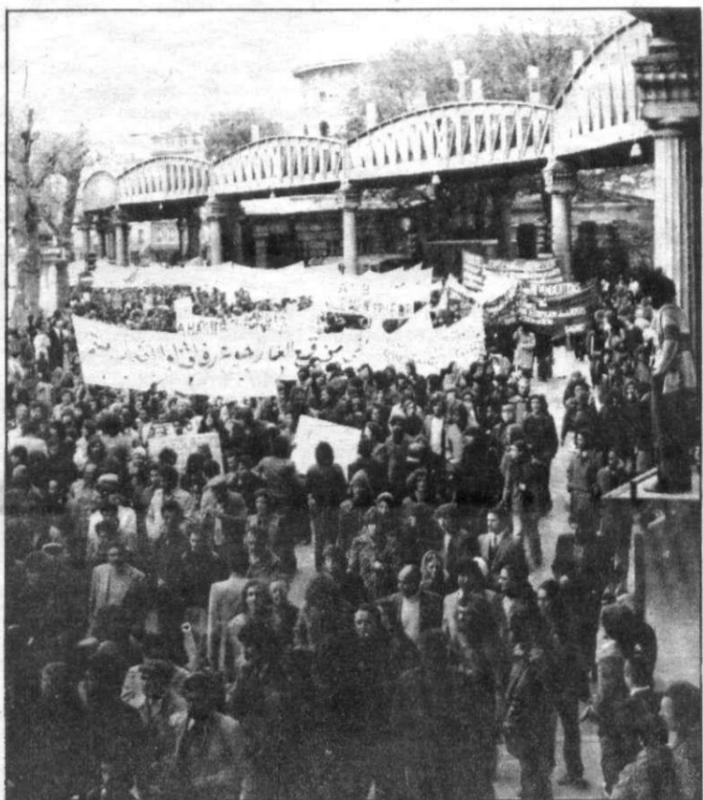


FOYER SONACOTRA

Elargir la mobilisation

FAIRE ECHEC
AUX EXPULSIONS

● En ce moment pas un jour ne se passe sans que la Sonacotra ne traîne des résidents devant les tribunaux dans l'espoir de casser une grève qui dure depuis 4 ans.

Aujourd'hui cette grève rassemble 45 000 résidents. Pour faire le point sur l'offensive de Stoléro et sur la riposte, *Le Quotidien du Peuple* et *L'Humanité Rouge* ont rencontré des représentants du Comité de coordination Sonacotra.

INTERVIEW DU COMITE DE COORDINATION

— Avant les vacances, Stoléro déclarait qu'il voulait en finir avec la lutte des foyers Sonacotra. Dans le même temps, une centaine de résidents, délégués de foyers ou résidents combattifs, étaient entraînés devant les tribunaux par la Sonacotra, qui demandait leur expulsion s'ils ne payaient pas leur «retard» de loyer. Peux-tu nous dire comment s'est déroulée cette offensive ?

On peut déjà dire que ce n'est pas du tout une victoire pour la Sonacotra, au contraire. Beaucoup de procès ont été reportés, et on n'a pas encore tous les résultats des jugements, ce n'est pas fini. Mais cette semaine encore, la Sonacotra a essuyé les défaites. Par exemple le tribunal de Sannois a refusé de condamner les résidents et a décidé qu'un expert devait enquêter sur la réalité des foyers. Ce qui prouve bien que les dossiers de la Sonacotra sont vides.

Il y a eu par contre des problèmes dans certains foyers, où la CGT a assuré la «défense» de résidents, comme à Gennevilliers. Cela, sans consulter les résidents. L'avocat de la CGT est arrivé au tribunal en disant : «Nous acceptons de payer, mais ne condamnez pas les résidents. Nous sommes prêts à donner des acomptes, à arrêter la grève des loyers et à payer le retard». Mais les résidents ne sont pas d'accord, parce que la Sonacotra a maintenant un certain moyen de pression : si les résidents ne paient pas, comme s'y est engagé à leur place l'avocat de la CGT, ils risquent l'expulsion. Et surtout, ce compromis ne règle rien des revendications des travailleurs. Après des années de lutte, ils se retrouveraient comme avant sur tous les points ! Ils ont donc décidé de continuer la lutte avec l'ensemble des résidents, et de rejoindre le Comité de coordination.

La Sonacotra a essuyé encore un autre échec. Au lieu de se

laisser intimider par ces poursuites, d'autres foyers sont entrés en lutte cet été, en particulier dans l'Est de la France. En juillet, le tribunal avait décidé d'expulser 9 camarades au 15 août, à Metz. Il y a eu une telle mobilisation, en particulier une très grande manifestation le 13 août, malgré la période de congès, qu'ils ont du reculer. Il y a eu aussi un meeting le 23 septembre, et d'autres manifestations. La mobilisation est si forte qu'on peut dire que Stoléro a subi une défaite.

— Reste le problème du soutien des travailleurs français....

C'est vrai, et pourtant la question du logement touche tous les travailleurs. Mais il y a un gros manque d'explication. Par exemple, certains ont dit qu'on refusait de payer les loyers. Si les travailleurs français pensent que c'est vraiment ça, c'est normal qu'ils ne soient pas d'accord, quand on voit les loyers qu'ils doivent payer eux-mêmes. Ils ne connaissent pas vraiment notre situation. Ceux des résidents qui ne sont pas au chômage sont presque tous au SMIC. Par exemple, un camarade qui a été expulsé en avril 76, quand Poniatowski avait expulsé 18 délégués des foyers, est au chômage depuis qu'il est revenu. Son patron l'a licencié pour «abandon de poste» ! Et comme il est resté expulsé un an, il a perdu ses droits à la sécurité sociale, et il ne touche qu'un peu plus de 13 F par jour. Aujourd'hui, en tant que travailleurs immigrés, on est devenu la cible du gouvernement, qui veut nous faire passer pour responsables du chômage. Vous avez entendu ce qui s'est passé aux entrepôts du Printemps à Saint Denis. Sous prétexte de vols, la police a extorqué à des employés immigrés une démission... Les travailleurs français ne connaissent pas bien non plus les conditions de logement que nous avons ici : des chambres de 8 m², pas de liberté... Aucune norme

de sécurité n'est respectée. Ce que nous demandons, c'est d'avoir les mêmes libertés que dans les HLM : que les gardiens ne puissent pas rentrer à n'importe quelle heure dans les chambres, par exemple.

Et sur cette question les partis de gauche, qui disent soutenir les travailleurs, font en fait le contraire. Pourtant, ils connaissent très bien notre situation. A Saint Denis par exemple, la municipalité PCF a elle-même donné son accord quand le foyer a été construit. Elle a parfaitement été au courant des dimensions des chambres... Et elle a laissé faire. Ici, elle prétend qu'il y a trop d'immigrés, et que ça développe le racisme. Pourtant, dans chaque foyer, il y a plus de 10 nationalités, et nous avons réussi à faire l'unité. Le PCF, lui, fait tout pour entretenir cette division. Il dit partout que nous sommes gauchistes, il essaie de faire peur avec ce mot. Et dans les faits, il a toujours

essayé d'arrêter la lutte, en entamant des négociations foyer par foyer, dans notre dos. Ce qui lui fait peur, et il a la même peur avec les travailleurs français, c'est les travailleurs qui dirigent leur lutte. Quand nous demandons le soutien, c'est sur la base de notre plateforme, et rien d'autre. Pas pour que d'autres négocient dans notre dos d'autres revendications. C'est ça qu'ils refusent.

C'est quelque chose de très important, et nous y sommes très attachés. Par exemple, les foyers ADEF, AFTAM... sont aussi entrés en lutte. On aurait pu avoir la même attitude que le PCF, arriver et dire : voilà camarades, nous avons 4 ans d'expérience, laissez nous faire... On n'est pas d'accord avec ça. C'est aux résidents de prendre en mains leurs affaires, de prendre leurs responsabilités, de construire leur lutte. Sinon, ce n'est pas la peine, ce n'est pas solide.. C'est pourquoi nous demandons

aux travailleurs français, dans leurs syndicats, de se battre pour faire sauter les verrous par rapport au soutien, de prendre eux aussi leur responsabilité, de demander des comptes à leurs directions syndicales. Parce qu'aujourd'hui, partout où des syndicalistes prennent position pour notre lutte, les directions syndicales essaient de les faire taire. Comme elle essaie de les faire taire quand ils travaillent à l'unité des ouvriers sur certaines revendications. Ils nous traitent d'anti-syndicaux, alors que beaucoup d'entre nous sont syndiqués et même délégués. Ils font la même chose avec les travailleurs français, quand ils prennent des positions qui ne collent pas avec leurs projets.

Cette mobilisation, c'est tout de suite qu'il faut la renforcer, sans attendre d'éventuelles expulsions. Si Stoléro et la Sonacotra voient que les travailleurs français nous soutiennent, il leur sera encore plus difficile de nous attaquer.

